

Séminaire

TRIANGLE DES MEILLEURES PRATIQUES DES PARTIS POLITIQUES EFFICACES



Entrevue avec Erica Breth,
conseillère en Politiques
Publiques - NDI

Un outil d'évaluation de l'efficacité des partis politiques



Vue d'ensemble de l'auditoire lors du séminaire sur le " triangle des meilleures pratiques des partis politiques qui a eu lieu au local de NDI-Haïti à Port-au-Prince, le 17 mars 2005.

échanges ont été vraiment fructueux. Le triangle des meilleures pratiques des partis politiques efficaces, c'est surtout un outil qui permet aux partis de faire un diagnostic de leur pratiques et d'évaluer leur efficacité. En venant en Haïti, je me demandais, moi même, dans quelle mesure cet outil pouvait être utile. J'ai donc demandé aux participants au séminaire de contribuer à l'évaluation de cet outil et maintenant je peux dire que oui, cette méthode peut être utile dans le contexte haïtien. Oui, elle peut servir aux partis pour renforcer leur rayonnement.

SOMMAIRE

PAGE 1, 2, 3

Entrevue avec Erica Breth

PAGE 4

Triangle des meilleures pratiques

PAGE 5

Forum civique; assemblées

PAGE 6

Structure de l'Etat haïtien

PAGE 7

Sensibilisation aux élections

PAGE 8

Calendrier électoral

PAGE 9

Congrès: KID, PPRH

PAGE 10

Fusion des sociaux démocrates

PAGE 11

Femmes: rapport Martine Leblanc

PAGE 12 : NDI International

Erica BRETH, vous êtes une des responsables en chef de la Division Amérique Latine et Caraïbes du NDI. Pour la première fois, le 17 mars dernier, vous êtes venue en Haïti, à titre de spécialiste en Politique Publique pour animer un séminaire de deux jours sur les « meilleures pratiques des partis politiques efficaces », une méthode qui permet aux partis politiques d'accroître leur efficacité. Quel est le bilan de cette visite ?

-Positif. J'ai rencontré une soixantaine de cadres et de délégués de partis politiques haïtiens et je dois dire que les

Vous savez, ici, en Haïti, le citoyen ordinaire vous dira que les partis politiques ne sont pas structurés, qu'ils n'ont pas de programmes politiques, qu'ils sont dominés par le népotisme, qu'ils sont archaïques et que la démocratie n'existe pas au sein des partis...

- Entendons nous. En Haïti, tout comme en Amérique Latine, la plupart des partis politiques ont vu le jour sous des dictatures et ils ont dû s'organiser dans la clandestinité suivant des règlements qui correspondent aux organisations

(Suite en page 2)

subversives et révolutionnaires. Mais le monde a changé, la démocratie est à l'ordre du jour et les partis aussi doivent changer, c'est là le vrai sens des critiques qui leur viennent d'un peu partout. Pensez-y, à travers le scrutin, les sondages, la presse et les rumeurs, les citoyens-électeurs expriment leur mécontentement vis-à-vis des faiblesses structurelles des partis, leur difficulté à mettre de côté des structures autocratiques, quasiment dictatoriales, pour adopter un système de fonctionnement démocratique. Pour ne pas disparaître, les partis sont donc obligés de se moderniser, d'adapter leur structures au contexte démocratique, un contexte dans lequel c'est le bulletin de vote, les élections libres, la participation citoyenne et non plus le fusil et les magouilles qui donnent le pouvoir.

Beaucoup de partis politiques en Amérique Latine et travers le monde ont donc vécu ce que vivent actuellement les partis haïtiens ?

- Au moment où je vous parle, beaucoup de partis politiques en Amérique Latine et ailleurs sont en train de vivre un processus de modernisation de leurs structures. Vous savez, il y a de cela une dizaine d'années, les leaders

politiques d'Amérique Latine se sont alarmés du fait que les populations de ces pays avaient développé une méfiance profonde vis-à-vis des partis politiques. Ils se sont demandés comment ils pouvaient renouveler leurs structures à travers des approches pratiques adéquates. Le NDI a choisi de les accompagner dans cette démarche et c'est pour répondre positivement à ce besoin de restructuration que le NDI, fort de son expérience de travail avec les partis politiques à travers le monde, a identifié 3 caractéristiques fondamentales que l'on retrouve chez les partis politiques efficaces, quels que soient leur position géographique ou leur idéologie.

Et quelles sont ces caractéristiques fondamentales ?

- Primo, la transparence, segundo, la démocratie interne et en troisième lieu, la capacité de recrutement de nouveaux membres, d'investir d'autres secteurs de la population. C'est à partir de ces 3 critères, de ces 3 branches d'un triangle qu'un parti politique évalue son efficacité.

Comment est-ce qu'un parti politique peut-il utiliser ce triangle ?

-Les militants des partis se

Les représentants des partis politiques haïtiens se réunissent en ateliers de travail pour mettre en application les méthodes d'évaluation du Triangle des meilleures pratiques des partis politiques efficaces



Erica Breth, répondant aux questions des participants au séminaire: la spécialiste en Politique Publique du NDI s'est dit impressionnée par la qualité et la pertinence des questions de l'auditoire haïtien.

réunissent en petits groupes, et à travers les questions que l'on retrouve dans le «triangle des meilleures pratiques des partis politiques efficaces» ils examinent les structures et procédures indispensables à la transparence à l'intérieur du parti, ils se questionnent sur le niveau de démocratie au sein du parti et bien sûr, décernent des notes à leur parti, identifient ses faiblesses, discutent des moyens à prendre pour les corriger, et du même souffle, font l'apprentissage de techniques spécifiques pour cibler et recruter de nouveaux membres.

Avec quels résultats ?

- La participation des militants de base à cet exercice revitalise les partis, les mets en position de maintenir des politiques cohérentes et surtout d'attirer vers eux de nouveaux membres. Evidemment, il revient à chaque parti d'adapter le triangle à sa situation spécifique. Par exemple, en Haïti, lorsqu'on traduit le triangle en créole, en s'appuyant sur l'expérience vécue par les membres du parti, il devient un outil formidable de transformation et de développement....

Combien de temps cela vous a-t-il pris pour concevoir cette méthode ?

- Je préfère dire que le NDI a développé cette approche à partir de 20 ans de formation et de connaissances cumulées de leaders de partis politiques, du staff et des volontaires du NDI à travers le monde. D'ailleurs, le NDI a aussi conçu toute une gamme de modules de ce type. Ces documents, on peut les traduire, les adapter à sa propre réalité. Mieux, nous invitons les partis à nous faire partager leurs modules et leurs expériences de succès.

Dites nous Erica, qu'est ce qui vous a le plus frappée lors de ces séminaires ?

Ce qui m'a le plus frappé, et c'est vraiment merveilleux, ce n'est pas seulement le fait que les participants aient pu identifier des lacunes bien réelles au niveau de leur partis respectifs mais plutôt le fait que les discussions et les échanges se soient centrés sur ce qu'il faut faire pour dépasser cette situation.

Au fait, quels sont les partis politiques haïtiens qui ont participé à ce séminaire ?

Il y avait une soixantaine de cadres et de délégués de partis politiques haïtiens : RDNP, MODEREH, MIDH, OPL, la fusion SOCIALE-DEMOCRATE, KID, GFCD,

MOCHRENHA, FANMI LAVALAS, REPAREN et PSH. Permettez-moi de les féliciter et de les remercier de m'avoir recue.

POTEKOLE vous remercie Erica Breth.



NDI-HAITI

L'Institut National Démocratique pour les Affaires Internationales (NDI) est une organisation à but non lucratif, qui a pour mission de renforcer et de promouvoir la démocratie à travers le monde.

ACTIVITÉS

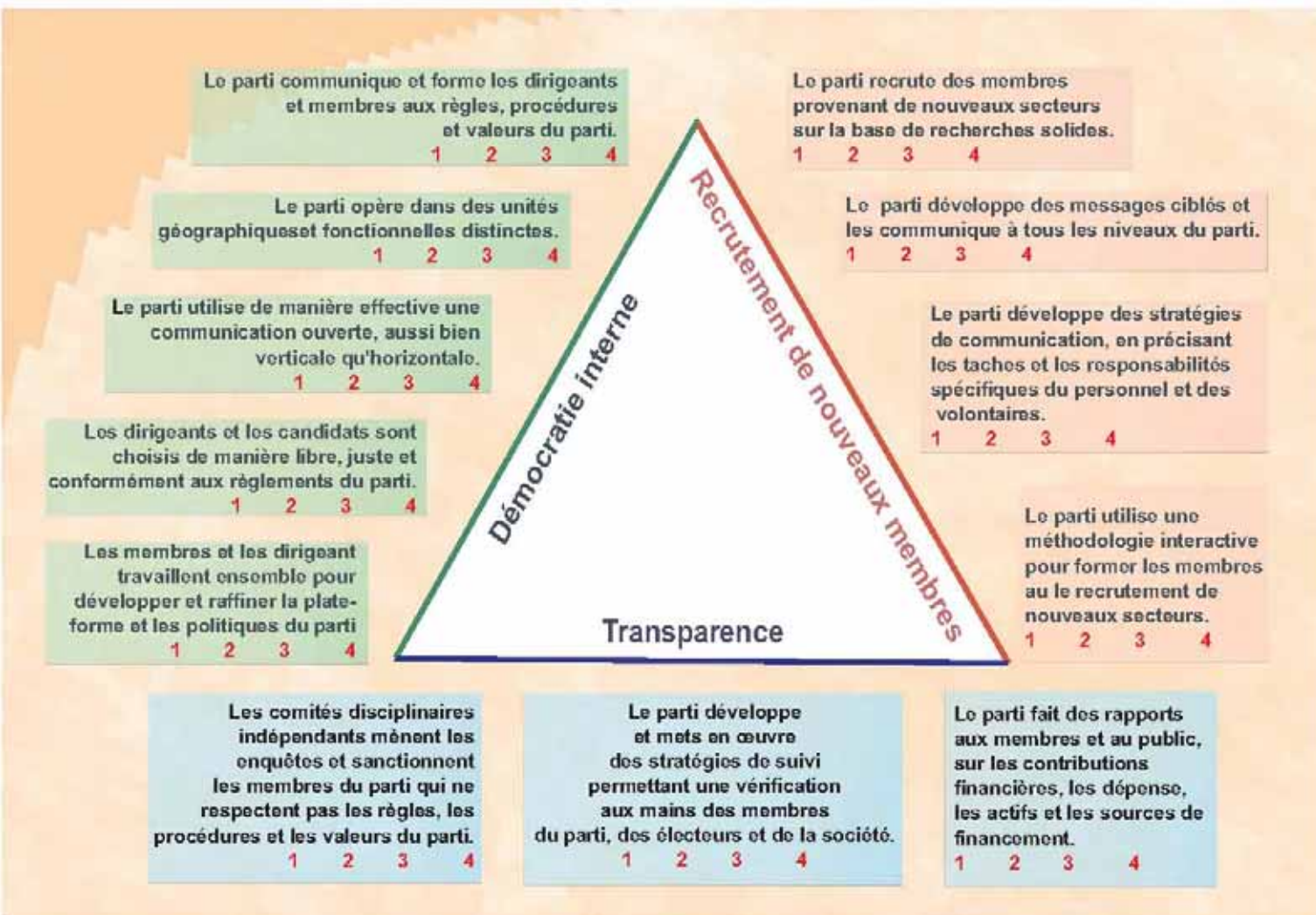
- Education civique et action communautaire à travers le programme FORUM CIVIQUE
- Renforcement des PARTIS POLITIQUES
- Programme "Démocratie pour Tous" dans les écoles secondaires du Nord, du Nord-est et de la plaine du Cul-de-sac
- Programme de Sensibilisation aux élections



Assemblée plénière: les représentants de partis politiques partagent les résultats de leur travail d'évaluation à partir du schéma explicatif du triangle des meilleures pratiques des partis politiques efficaces. (Voir le schéma à la page 4)



Édité par PFA COMMUNICATIONS
109 Rue Lambert, P.V. Haïti
Tel: 257-8071 CELL: 401 7277



COMMENT UTILISER LE TRIANGLE:

Notez de 1 à 4 la performance de votre parti sur chacune des meilleures pratiques ci-dessus indiquées en utilisant l'échelle suivante :

- 1 .Le parti le fait régulièrement, systématiquement et avec un progrès persistant
- 2 .Le parti le fait régulièrement et systématiquement
- 3 .Le parti le fait quelquefois
- 4 .Le parti ne le fait pas

LES AVANTAGES D'UNE BONNE ÉVALUATION:

TRANSPARENCE

- 1- Augmente la confiance du public, sa perception du parti et sa disposition à voter en faveur du parti
- 2- Combat la corruption et épargne de l'argent
- 3- Améliore la qualité des dirigeants et des membres du parti.

DEMOCRATIE INTERNE

- 1- Perception positive de l'électeur
- 2- Parti compétitif, organisé et bien établi
- 3- Personnels et volontaires enthousiastes, actifs et qualifiés

RECRUTEMENT DE NOUVEAUX SECTEURS

- 1- Accroît l'adhésion du parti et ses votes
- 2- Accroît les sources potentielles de ressources humaines et financières.
- 3- Démontre qu'un parti est dynamique et met l'accent sur la croissance et le développement
- 4- Permet au parti de mettre en oeuvre des politiques basées sur des connaissances plus élaborées

ASSEMBLEES COMMUNAUTAIRES

Les communautés veulent être maître de leur destin !

Du 12 mars au 16 avril 2005, 36 *Assemblées Sectionales* ont été réalisées dans 7 communes de la région Nord Nord-Est du pays. Dans chaque communauté où évolue un *Comité d'Initiatives*, une Assemblée a été tenue avec la participation de représentants de différents secteurs de la population. Cette activité a été réalisée sous l'impulsion des *Comités d'Initiatives* en collaboration avec les différents secteurs organisés des communautés concernées.

L'*Assemblée Sectionale* est un espace de discussions, de construction et de proposition d'alternatives pour le développement de la communauté. Un projet de *Plan d'Action Communautaire* proposé par le *Comité d'Initiatives* constitue la base de travail au cours de l'Assemblée.

Le projet de *Plan d'Action Communautaire* est préparé à partir d'informations recueillies auprès des populations des différentes localités de

la section communale. Ce plan présente une évaluation de la situation générale de la communauté : les problèmes et leurs causes, leurs conséquences sur la vie dans la communauté. Le Plan présente aussi un condensé des solutions proposées par les secteurs organisés aux problèmes identifiés accompagnées de stratégies de mise à exécution.

Au cours de l'Assemblée des travaux en atelier sont réalisés pour corriger, améliorer, renforcer le travail réalisé par le *Comité d'Initiatives*. La séance plénière permet aussi d'apporter les dernières corrections ou ajouts ; c'est aussi au cours de la séance plénière que la communauté adopte le travail final.

Les *Comités d'Initiatives* vont, à présent, réaliser des rencontres de travail avec les autorités locales, les institutions intervenant dans la communauté pour déterminer l'apport de chacun de ces acteurs dans la concrétisation du *Plan d'Action Communautaire*.

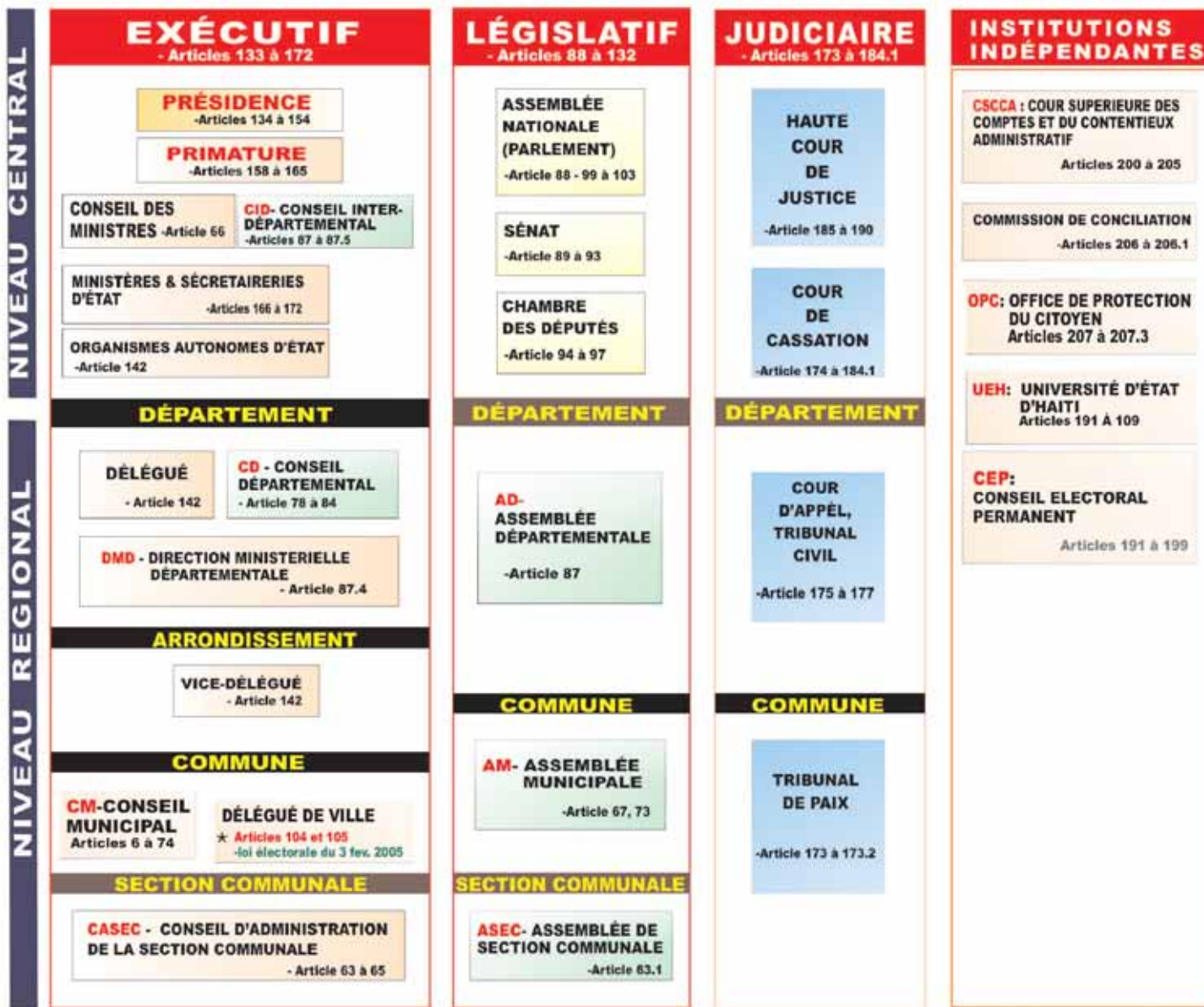


Assemblée Sectionale à Ouanaminthe



Atelier de travail à Roche Plate (Trou du Nord)

STRUCTURE DE L'ÉTAT HAÏTIEN Selon la constitution de 1987



* Aucun article de la constitution ne mentionne spécifiquement les délégués de ville. Cependant, les articles 104 et 105 de la loi électorale du 3 février 2005 définissent les conditions d'élection des délégués de ville qui sont élus pour une période 4 ans.

MODE D'EMPLOI

Cette charte permet aux participants des séances de formation du programme Forum Civique du NDI de jeter un regard d'ensemble sur la structure de l'Etat haïtien et de mieux comprendre les mécanismes du pouvoir dans la société, à partir d'une lecture directe des articles de la constitution se référant à chacune des institutions d'Etat.

Dans un premier temps l'animateur de séminaire explique aux participants le rôle et les fonctions des

différents paliers de gouvernement. Ensuite, les participants se partageront la lecture des articles dont il est question dans la charte et en discuteront le contenu. Un accent particulier sur le rôle et les fonctions électives et la décentralisation est fortement recommandé.

Cette charte peut être utilisée en une seule session de 3 heures ou en plusieurs séances, et servir de complément à d'autres curriculums.

PROGRAMME DE SENSIBILISATION AUX ELECTIONS

Les formations pour les membres des comités d'initiatives continuent et nous sommes au module 4 sur le **rôle des partis politiques et de la société civile dans une élection**. Des activités de sensibilisation vont être organisées pendant tout le mois d'avril. Le 2 avril a eu lieu à St Marc, au Lycée du Bicentenaire, à l'initiative du comité d'initiative CICOSM du centre ville, quelque 300 personnes ont participé à une journée de réflexion sur le rôle de l'éducation civique dans une démocratie. Tous les comités d'initiatives du Bas-Artibonite se sont associés à cette activité, ainsi que des membres d'organisations de la zone. Une assemblée de sensibilisation a également eut lieu le 16 Avril à Croix des Bouquets Sud.

EVALUATION

Une récente évaluation du programme s'est avérée très satisfaisante mais certaines faiblesses au niveau des comités nouvellement créés dans le cadre de l'élargissement du programme ont été remarquées, contrairement aux comités ayant suivi les formations du Programme de Forum Civique du NDI. Pour remédier à cette défaillance, des séances de formations



2 avril 2005, St Marc, Lycée du Bicentenaire - Journée de réflexion sur le rôle de l'éducation dans une démocratie.

plus intensives seront organisées pour les nouveaux comités.

ELECTIONS DANS LES COMITÉS D'INITIATIVES

Des élections pour le renouvellement des directions des Comités ont été organisées. Cette expérience a permis aux responsables de renforcer cette pratique démocratique dans la gestion des organisations qui requiert des élections périodiques auxquelles participe la population. Ces élections ont également permis à la population de mieux comprendre le déroulement d'un processus électoral et de les légitimiser.

DÉBATS ENTRE ELECTEURS ET CANDIDATS

Dans la perspective d'organiser des débats, sous forme de forum, entre électeurs et candidats aux prochaines élections, le programme va se pencher

durant les mois de mai et de juin sur l'organisation de mini forums sectionaux, communaux et régionaux dans le but de permettre aux comités d'initiatives, de concert avec la population, de faire une évaluation de la situation de leur communauté, d'identifier les problèmes et d'élaborer des propositions de solutions sous formes de cahiers de doléances. Ce document servira de base de discussions lors de débats avec les candidats qui devront prendre l'engagement d'inclure ces propositions dans leur programme, de les respecter et d'en rendre compte régulièrement aux citoyens. L'objectif de cette activité est de faciliter la participation citoyenne dans les prises de décisions, d'aider les citoyens à s'organiser localement et à tisser des relations solides et mutuellement respectueuses avec les élus, pour une meilleure gouvernance.

CALENDRIER ELECTORAL 2005

- 9 octobre 2005** : Élections locales et municipales
13 novembre 2005 : Premier tour: élections législatives et présidentielles
18 décembre 2005 : Second tour: élections législatives et présidentielles

Le Conseil Electoral Provisoire a fixé les Elections aux dates suivantes :

Le **9 octobre 2005** pour les élections locales et municipales, le **13 novembre** et le **18 décembre 2005** pour les élections législatives et présidentielles.

Pour être éligible en tant qu'électeur chaque citoyen ou citoyenne doit au préalable **s'inscrire** au **Registre électoral national**.

QUI DOIT S'ENREGISTRER ?

Les citoyens et citoyennes d'Haïti âgés de 18 ans et plus à la **date** des élections locales et municipales.

OU S'ENREGISTRER ?

Des bureaux et **centres d'enregistrement** couvriront l'ensemble du territoire national au cours de la période d'inscription. Il est recommandé de s'enregistrer dans le bureau le plus près de chez vous. La **liste** des bureaux sera communiquée à la population avant l'ouverture officielle de l'opération d'enregistrement des électeurs.

QUAND ?

Le processus d'enregistrement électoral a commencé le lundi 25 avril dans la ville des Gonaïves. Des bureaux d'enregistrement seront ouverts 7 jours par semaine, de 7h a.m. à 5h p.m. à travers le pays.

EN QUOI CONSISTE L'ENREGISTREMENT ?

L'Enregistrement consiste à établir **l'identité** de l'électeur afin de lui délivrer une carte d'Identification.

POURQUOI S'ENREGISTRER ?

Parce que seuls les **détenteurs** d'une Carte d'Identification Nationale seront autorisés à voter aux prochaines élections.

QUE FAUT-IL FAIRE POUR S'ENREGISTRER ?

1- Se présenter au bureau d'enregistrement électoral muni de **l'un des documents** suivants : **acte de naissance, acte de reconnaissance ou d'adoption, certificat de baptême, acte de mariage, permis de conduire, carte d'identification fiscale ou passeport.** A défaut de pouvoir présenter **l'un ou l'autre** de ces documents, le citoyen doit se faire accompagner de deux témoins déjà inscrits au registre électoral. Ces témoins doivent le connaître **personnellement** et habiter la section communale ou la municipalité où se déroule l'enregistrement.

2. Répondre aux questions du **préposé** à l'enregistrement qui est chargé de remplir le **formulaire d'inscription** : nom, prénom, âge, lieu de naissance, état civil et autres. Ces données seront alors saisies sur ordinateur.

3. Etre **photographié**. Fournir ensuite l'empreinte digitale de **l'index** de chaque main ainsi qu'un exemplaire de **signature** pour qu'ils soient captés par des appareils électroniques.

4. Ces formalités complétées, on remettra au citoyen **un reçu** précisant le lieu et la date à partir de laquelle il pourra **recupérer** sa Carte d'Identification Nationale.

5. La Carte d'Identification nationale sera délivrée personnellement à **chaque** électeur ou électrice sur présentation du **reçu** d'inscription.

Toute personne qui s'inscrit plus d'une fois sera radiée du Registre Electoral et ne pourra plus voter.



NDI : UN NOUVEAU DIRECTEUR POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAIBES



Mr. Jim Swigert a été récemment nommé directeur du NDI pour l'Amérique Latine et les Caraïbes. M. Swigert, qui a fait une fructueuse carrière dans le monde diplomatique nous a promis une visite très prochainement en Haïti.

DEUXIÈME CONVENTION NATIONALE DE LA

KID KONVANSYON INITE DÉMOKRATIK

Un candidat à la présidence est désigné

Le KID a clôturé sa deuxième convention en tant que parti politique, le dimanche 21 mars 2005 en présence des délégués et invités du parti venus de toutes les régions du pays et de la diaspora.



Deux décisions importantes ont été prises lors de ce congrès : la première a été de légitimer et d'encourager le processus de négociation avec d'autres partis politiques dans lequel le KID est actuellement engagé, avec comme objectif d'en arriver à une coalition de partis politiques de même tendances idéologiques ; la seconde grande décision est sans conteste la nomination du

secrétaire général du KID, Evans Paul comme candidat à la présidence d'Haïti.

Dans son discours d'acceptation, Evans Paul a insisté sur la nécessité de travailler, avec toutes les formations politiques haïtiennes, à l'élaboration d'un code d'éthique pendant les élections. Il a également plaidé en faveur d'un pacte de gouvernance, après les élections,

un pacte qui exclut les assassinats politiques et la corruption comme pratiques, et permet à tous les partis de participer à la construction de la démocratie. Par ailleurs, le candidat présidentiel du KID a promis qu'une fois élu, il fera appel à toutes les compétences, sans exclusion, pour faire avancer le pays.



LE PARTI DU RENOUVEAU HAITIEN

majorité, ont décidé de travailler à la construction d'un parti politique. Durant les dernières années, Génération 2004 a participé à la lutte contre le populisme et l'arbitraire en tant que membre de l'Espace de Concertation et de la Convergence Démocratique, et s'est signalé par ses interventions sur les questions économiques et sociales.

De son côté, l'autre partenaire de la fusion, le Parti Libéral Social Haïtien apporte au nouveau parti un nombre

C'est au Djoumbala Night Club de Pétiyon-Ville, le 9 avril 2005 qu'a eut lieu le premier Congrès national du PPRH, (Parti Populaire du Renouveau Haïtien) qui consacre la fusion de deux importants groupes politiques haïtiens: Génération 2004 et le PLSH (Parti Libéral Social Haïtien).



important de jeunes cadres qui joueront un rôle important dans le renforcement organisationnel de PPRH.

Ce nouveau parti propose un programme politique axé sur la guerre totale contre la pauvreté, un effort de 20ans au cours desquels la croissance économique et la justice sociale seront priorisées pour amener le pays à un redressement spectaculaire d'ici le premier quart du 21ème siècle.

Génération 2004 a vu le jour en 1994 lorsque quelques 500 activistes politiques, des jeunes en



**Parti
Fizyon
Sosyal Demokrat
Ayisyen**

**CONGRÈS DE FONDATION DU
PARTI DE LA FUSION
DES SOCIAUX-DÉMOCRATES**



De gauche à droite; **Serge Gilles**, le candidat à la présidence du parti, **Robert Auguste**, Secrétaire Général, **Victor Benoit**, Président.

Trois partis politiques de tendance social-démocrate ont fusionné officiellement les 22 et 23 avril derniers à Port-au-Prince sous le nom de Parti de la Fusion des Sociaux Démocrates. En effet le PANPRA, le KONAKOM et le AYITI KAPAB ont décidé de mettre en commun leurs efforts en vue de moderniser les partis politiques, ce qui représente un premier pas, selon Serges Gilles, le candidat désigné de la nouvelle formation, vers la modernisation du pays. Le Parti de la Fusion se déclare favorable à l'investissement privé, et se propose de travailler, de concert avec les autres partis politiques pour résoudre les graves problèmes que confronte le pays au niveau de l'accès aux soins de santé, de l'environnement, de l'éducation et de la sécurisation des vies et des biens des citoyens. Plusieurs personnalités, ainsi que des représentants de partis, tant au niveau national qu'international ont assisté au congrès.

L'évènement en images....



*Micha Gaillard, porte-parole de la **FUSION***



*Peggy Cabral, représentante des femmes de l'**Internationale Socialiste**, veuve de Jose Francisco Peña Gomez*



*Gerardo Le Chevalier, Chef de la Division Electorale de la **MINUSTHA** et Luis Ayala, Secrétaire Général de l'**Internationale Socialiste***



*Myrlande Manigat du **RNDP** et Edgar Leblanc, Président de l'**OPL**.*



*Hatuey De Camps, président du **PRSD** Parti Révolutionnaire Social Démocrate Dominicain*



*Hubert Deroncerey, (à gauche) dirigeant du **GFCD**, le **Grand Front Centre Droite** et Félix Ulloa, directeur de **NDI-HAITI**.*



*A droite, **Marcel Young Deboeuf**, ambassadeur du **Chili** en Haïti*

Rapport Martine LEBLANC :

7 RECOMMANDATIONS

POUR ASSURER LA PARTICIPATION DES FEMMES AU PROCESSUS ELECTORAL

Le directeur de NDI-Haiti, M. Félix Ulloa, a rencontré tout récemment Mm. Martine Blanc, consultante en politique de genre, accompagnée de Mm. Nadine Puichguirbal responsable de la parité Homme femme de la MINUSTHA dans le cadre d'une consultation avec divers secteurs de la société afin d'évaluer la question de la participation des femmes au processus électoral.

Nous publions ici les 7 recommandations issues de cette consultation :

1-Embauche du personnel électoral féminin :

- Afin de rejoindre largement la population féminine, nous suggérons que soient examinés et revus les moyens utilisés pour la diffusion de l'information telle que : l'identification de réseaux multiplicateurs à cibler et l'élaboration d'une campagne promotionnelle de l'embauche efficace.
- Afin de réaliser un nombre d'embauche significatif de femmes dans les fonctions électorales, nous suggérons qu'à compétences égales, soit engagée une femme.
- Pour faciliter les entrevues lors du processus de sélection du personnel, utiliser la langue créole.

2-Collecte de données statistiques ventilées

- Afin de disposer de données ventilées sur la population qui se

dotera d'une carte d'identité nationale et qui figurera sur la liste électorale.

- Afin de disposer rapidement de telles statistiques ventilées sur la participation au scrutin, nous recommandons qu'une directive ou qu'un avis clair soit diffusé auprès des coordonnateurs technologiques et superviseurs affectés à la gestion des centres d'inscription et bureaux de votation de l'importance de ces données pour un usage futur en terme d'analyse de participation des femmes aux élections comme électrices ou candidates.

3-Registre électoral

- Ayant eu l'occasion d'échanger avec le consortium des firmes de communications, nous réitérons l'importance d'inclure en tout temps dans les messages audio et télévisuels ainsi que dans les documents écrits des images et des voix féminines.
- Pour la diffusion dans les départements, nous recommandons de faire appel à des personnalités locales afin de développer un sentiment d'identification au messager et à la messagère.
- A l'approche des périodes d'inscriptions et d'élections, nous recommandons d'augmenter la fréquence des messages d'inscription au registre électoral, d'inscription des candidates et du scrutin

4-Recrutement et embauche du personnel de sécurité

Puisque ces agents sont des civils, l'embauche de femmes serait envisageable et souhaitable.

5-Mission d'observation

- Assurer un recrutement d'hommes et de femmes dans le respect de la parité tant chez les nationaux qu'internationaux.
- Offrir une formation sur la réalité haïtienne en matière de genre et demander que dans le rapport post mission, soit relatées les observations sur le sujet.

6-Participation de la société civile

- Poursuivre les démarches amorcées pour réunir les conditions requises à l'organisation d'une formation intensive en leadership d'une dizaine d'aspirantes candidates aux différents paliers électifs et en provenance de divers départements.
- Former un comité aviseur composé de quelques personnes.

7-Recommandation générale :

- Offrir une formation sur le genre aux travailleuses et travailleurs électoraux

La question de la représentation et de la participation politique des femmes haïtiennes est donc à l'ordre du jour. Depuis la Conférence internationale des femmes tenue à Beijing en 1995 cette question de **droit fondamental** est à l'agenda international et, de plus en plus d'institutions internationales, le NDI par exemple, de gouvernements, de partis politiques, de groupes d'action politique ou communautaire (mixtes ou féminins) se préoccupent de cette question.





REPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU **CONGO**

**NOUVELLE CONSTITUTION, ELECTIONS :
LE NDI APPUIE LE
PROCESSUS DE
CONSULTATION ENTRE
LES PARTIS POLITIQUES
CONGOLAIS**

Du 24 au 27 février dernier, le bureau du NDI en république démocratique du Congo a organisé une série de rencontres entre partis politiques congolais pour discuter des grandes lignes d'un projet de constitution qui sera présenté dans les prochains mois pour approbation par les forces politiques de toutes tendances de ce pays.

Ces rencontres ont été animées par le directeur du NDI-CONGO, M. **Parfait Moukoko** de concert avec d'autres experts internationaux, notamment, Maitre **Mory Fanny**, ancien parlementaire de la Côte d'Ivoire et le directeur de NDI- HAITI, **Félix Ulloa**, invité à titre d'expert international en droit constitutionnel pour discuter du système électoral le plus approprié pour les prochaines élections générales qui doivent se dérouler dans ce pays. Dans son intervention, M. Ulloa a fait part de l'expérience de réconciliation nationale qui s'est déroulée chez lui au El Salvador, une société post conflictuelle à peine sortie de 10 ans d'une guerre civile désastreuse qui a fait des milliers de morts.

Dans ses recommandations, le directeur de NDI-HAITI fait ressortir d'une part, la nécessité d'en arriver à un système de représentation proportionnel qui donne un espace aux minorités et aux femmes et d'autre part, permet à l'opposition d'occuper une position respectable, ce qui implique l'octroi d'un statut particulier aux chefs de guerre, et aux notables locaux du pays.

Ces propositions, objet d'un vif débat, ont été, dans l'ensemble bien reçus par les participants.

WIN WOMEN
GLOBAL INITIATIVE

PLAN D'ACTION MONDIAL: GAGNER AVEC LES FEMMES

Les 9 et 10 décembre 2003, le National Democratic Institute (NDI), sur l'initiative de sa Présidente **Madeleine K. Albright**, a rassemblé à Washington un groupe de travail international composé de femmes dirigeantes de partis politiques, venues de 27 pays.

Ensemble, elles ont exploré la possibilité d'instaurer, au sein des partis politiques, des mécanismes susceptibles d'accroître les chances offertes aux femmes. Ce rassemblement, intitulé « Forum Mondial 2003 - Gagner avec les femmes, renforcer les partis politiques », a tenté d'ouvrir des voies que les femmes pourront emprunter pour contribuer à l'avenir de leur pays.

Le Forum s'est penché sur les structures des partis politiques qui ont facilité l'ascension des femmes à de hautes fonctions, le recrutement de candidates et les programmes de formation, les initiatives de sensibilisation réussies, les collectes de fonds et les opportunités de communication, leur donnant ainsi le moyen d'influer sur les politiques publiques. Fortes de cet examen, les déléguées du Forum ont ensuite élaboré un « Plan d'action mondial » comprenant des recommandations qui bénéficieront aux femmes aussi bien qu'aux partis politiques, ces derniers gagnant à devenir des organisations plus ouvertes à tous et donc plus attirants.

GRANDES LIGNES DU PLAN D'ACTION MONDIAL

- 1- Lever les obstacles à la participation des femmes à la vie politique, notamment les restrictions relatives au vote et à la candidature des femmes.
- 2- Accroître le nombre de femmes élues à des fonctions officielles à l'échelle nationale, provinciale et locale.
- 3- Veiller à ce que les partis politiques accueillent des femmes parmi leurs dirigeants et à ce qu'elles soient représentées en nombre suffisant.
- 4- Encourager une plus forte participation des femmes dans les processus de décision gouvernementaux et plaider pour une législation consacrant la pleine égalité entre hommes et femmes.

Cette initiative globale pour gagner avec les femmes se traduit, entre autres, par une politique faisant de la participation des femmes un élément essentiel dans la conception et la réalisation de programmes du NDI sur l'éducation et l'action civique, l'appui aux partis politiques, l'appui aux candidats féminins, la formation des élues, particulièrement dans des pays comme l'Azerbaïdjan, l'Indonésie, la Jordanie, certains pays d'Amérique Latine et des Caraïbes, le Mali, le Maroc, le Népal, le Niger, le Sénégal, la Serbie, la Sierra Leone, le Yémen.